

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Agence de Saint-Etienne
22 rue des Aciéries
42000 SAINT ETIENNE
Tel 04 77 91 59 90
stetienne@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.3

Mission(s)	
ATHAND, ATTH, HAND, LE, LP (L*+P1), PV, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
420C252U (A05-C-2025-004Y)	16/09/2025

FRANCE TRAVAIL - TRAVAUX
D'AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS
23 RUE DE LA GAZELLE
LE PUY EN VELAY

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°1
AMMENAGEMENTS INTERIEURS



Envoi	FRANCE TRAVAIL	Maître d'ouvrage	stephanie.robin01@francetravail.fr
Copie	TASSIN Pierre et ASSOCIES - TASSIN Pierre - VARENNE Frederique BDIBAT	ARCHITECTE BET Fluides	p.tassin@tassin-reocreux.com / f.varenne@tassin-reocreux.com contact@bdibat.fr

Le chargé d'affaire,
Fabien MONTUCLARD



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	4
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1).....	9
VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement.....	12
VIII.3 - Solidité des existants.....	14
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP.....	16
VIII.5 - Classement et référentiel.....	28
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	30
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	34

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport porte sur le marché de travaux d'aménagements intérieurs du pole emploi du PUY-EN-VELAY, rue de la Gazelle.

Il s'agit d'un bâtiment construit en R+2 dont seuls les niveaux RDC et R+1 sont accessibles au public.
Les issues de secours ne sont pas modifiées au titre du marché de travaux.

Les futurs aménagements intérieurs vont créer les locaux suivants:

- Niveau RDC: Un espace multi-services en libre accès de 156 m² + 12 bureaux + 1 tisanderie + zone d'accueil et coworking + 1 salle de réunion de 49.6m²,

- Niveau R+1: 1 salle de test de 49.7 m² + 19 bureaux + locaux de stockage + 1 local technique

- Niveau R+2: 5 bureaux + 1 local de réunion + 1 local "affaires perso" + locaux de stockage + 1 local d'archives + zone technique extérieure.

Hauteur du plancher bas du niveau R+2 à moins de 8 mètres/niveau d'accès des services de secours.

Classement de l'ERP: effectif théorique du public de 124 personnes + 50 personnes au titre du personnel.
ERP de 5ième catégorie, activité du type W.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°A05-C-2025-004Y et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- ATTH - Mission relative à la délivrance de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PV - Mission relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Fabien MONTUCLARD

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
FRANCE TRAVAIL
13 rue Crepet
69007 LYON

ARCHITECTE
TASSIN Pierre et ASSOCIES
5 rue Jacques Barbier
42100 SAINT ETIENNE

BET Fluides
BDIBAT
6 Allée Henry Purcell
42000 SAINT ETIENNE

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

POLE EMPLOI TRAVAUX AMENAGEMENTS INTERIEURS

Adresse de l'opération :
23 RUE DE LA GAZELLE
LE PUY EN VELAY

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux :
Durée prévisionnelle des travaux :

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol
SANS OBJET

- Plans architectes
ENSEMBLE DES PLANS IND. B DU 26/04/2019 - "TASSIN REOCREUX" - AMENAGEMENTS INTERIEURS - PLAN RDC LOCATAIRE - COUPE AA A DD + PLAN D'ÉTAT DES LIEUX IND. B DU 29/08/2025

- Descriptifs
DESCRIPTIFS PHASE DQE "TASSIN REOCREUX" DES LOTS N° 01 A 06 INDICE A DU 16/06/2025

- Plans structures
SANS OBJET

- Plans fluides
BET BDI-BAT:
PLANS D'IMPLANTATION "CVC PLOMBERIE" TOUS NIVEAUX DU 26/06/2025
PLANS D'IMPLANTATION "ELECTRICITE" TOUS NIVEAUX DU 26/06/2025

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - FRANCE TRAVAIL

- * Les avis des services instructeurs rendus sur le dossier d'aménagements intérieurs restent à transmettre.

ARCHITECTE - TASSIN Pierre et ASSOCIES

- * Espaces d'attente sécurisés:
 - nous confirmer que les locaux des niveaux R+1 et R+2 utilisables comme EAS seront rendus accessibles à tout moment depuis l'extérieur de ces locaux.
 - nous confirmer que les bloc-portes des EAS situés au niveau R+2 seront CF 1heure.

Système d'alarme visuelle niveau RDC: flash lumineux à prévoir dans le sanitaire adapté public du niveau RDC.

- * Bloc-portes des différents bureaux: pour mémoire, nous rappelons que l'ensemble des bloc-portes d'accès aux bureaux pouvant être fermés à clé depuis l'extérieur, devront être équipés d'un dispositif d'ouverture côté intérieur (bouton moleté par exemple) - non décrit au CCTP lot 02 - à renseigner.
- * Issues de secours verrouillées en temps normal sur gâche électrique: le P.V. DAS des systèmes de condamnation des issues de secours verrouillées en temps normal sera à transmettre; les bloc-portes devront disposer d'un certificat "NF" - à confirmer.
Attestation d'essais de bon fonctionnement de la condamnation sans temporisation à transmettre en fin de travaux.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

SECURITE INCENDIE

SSI

- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES/BAEH

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1)
- Récolement des essais de fonctionnement
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel,
- Conditions générales d'intervention COPREC pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	TERRASSEMENTS, SOUTÈNEMENTS	SO	
	VOIRIES	SO	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	SO	
	FONDATIENS	HM	
	DALLAGES	HM	
	BETON ET MACONNERIE	SO	
	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS	SO	
	CHARPENTE METALLIQUE	SO	
	INTERFACES STRUCTURALES	HM	
	GESTION DE L'EAU DANS LE SOL - OUVRAGES D'ETANCHEITE	HM	
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	HM	
	FACADES ET PIGNONS	HM	
	MENUISERIE - VITRAGE		
	Menuiseries extérieures	HM	
	Verrières	SO	
	Menuiseries intérieures	AF	
	REVETEMENTS		
	Revêtements de sol	AF	Avis favorable sur les classements UPEC et le type de ragréage prévu au marché (U3S P3 E3 C2, carrelage grès émaillé 20 * 20cm)
	Carrelages	AF	
	- Classement UPEC		
	- Désolidarisation		
	- Pose scellée		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Epaisseur mortier de pose - Passage des canalisations interdit - Pose collée - Support compatible - Nature de la colle - Temps de séchage du support - Mesure de la siccité - Fractionnement 		
	Revêtements plastiques - moquettes	AF	Revêtement de sol souple PVC collé en plein sur ragréage fibré classé P3S
	<ul style="list-style-type: none"> - Classement UPEC - Enduits de lissage et de ragréage - Primaire d'accrochage - Humidité des supports 	AF	Sol souple U4 P3 E2/3 C2
	Revêtements muraux		
	Faïences	AF	
	Peinture (DTU 59.1)	AF	
	PARTITIONS		
	Cloisons	AF	<ul style="list-style-type: none"> - Cloisons en plaques de plâtre 98/48 mm; utilisation de plaques de plâtre haute dureté - Cloisons modulaires en aluminium
	Doublage	HM	
	Isolation de toiture	HM	
	Plafonds	AF	Plafonds démontables en dalles de laine de roche (dépose/repose des faux-plafonds existants dans le bâtiment)
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE	AF	

VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>RECOLEMENT DES ESSAIS de FONCTIONNEMENT</p> <p>Prescriptions dans les descriptifs concernant l'établissement d'attestation d'auto contrôle des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chauffage ; - ventilation ; - plomberie ; - électricité ; - fermetures - protections ; - portiers électroniques <p>Cas particulier des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ascenseurs ; - escaliers mécaniques. <p>Cas particulier des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fluides spéciaux ; - fluides médicaux. 	AF	<p>Les résultats des essais de fonctionnement des installations techniques pourront être établis sur les documents types des entreprises ou sur les « attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC ».</p> <p>Concerne les installations suivantes: installations électrique, plomberie, système de ventilation double-flux.</p>

VIII.3 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel, - Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction ((version en vigueur à ce jour).

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L 111-7 à L 111-8-4, R.111-19 à R.111-19-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III Sous-section 4 Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public	PM	
Art. R-111-19	Domaine d'application	PM	
Art. R 111-19-1 à R-111-19-3	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
Art. R-111-19-4	Caractéristiques spécifiques pour certains établissements	PM	Arrêtés non parus : - Enceintes sportives ; - Etablissements avec prestation visuelle ou sonore.
Art. R-111-19-5	Règles particulières à certains établissements	PM	Etablissements pénitentiaires : voir arrêté du 04/10/2010 Arrêtés non parus : - Etablissements militaires ; - Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; - Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; - Hôtels restaurants d'altitude et refuges de montagne ; - Etablissements flottants.
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-4 du CCH.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Solution d'effet équivalent Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation I. - Usages attendus Niveau d'accès principal au bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible. Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.	AF AF	Platine visiophone prévue

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	II. – Caractéristiques minimales		
	1° - Accès horizontal et sans ressaut Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)	AF	
	2° - Repérage Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) Si numéro ou dénomination du bâtiment : - Situé dans le champ visuel - Situé à proximité immédiate de la porte d'entrée - Conforme à l'annexe 3 Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, détectable et n'est pas situé dans une zone sombre.	AF PM PM	
	3° - Atteinte et usage Systèmes de communication entre le public et le personnel ET dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public : - Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ; - Situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ; - Repérables et détectables. Système d'ouverture des portes utilisable en position debout ou assise Dispositifs de déverrouillage électrique des portes utilisables avant refermeture Le bouton de déverrouillage de la porte présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement. Les éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment sont conformes à l'annexe 3. S'il existe un contrôle d'accès à l'établissement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel. En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès par le personnel, les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le visiteur. Tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel. Caractéristiques des appareils interphonie : - Une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9 - Un retour visuel des informations principales fournies oralement	SO AF AF PM PM PM SO	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usages attendus Tout aménagement, équipement ou mobilier situé aux points d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser ou pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. Si plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre : - L'un au moins d'entre eux est rendu accessible dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides, - Il est prioritairement ouvert - Il est signalé de manière adaptée dès l'entrée.	AF AF SO AF HM	Banque d'accueil prévue accessible aux personnes en fauteuil roulant. A respecter par l'exploitant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Le dispositif d'accueil accessible bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée et toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle.</p> <p>Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>Les banques d'accueil et mobiliers en faisant office :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont utilisables par une personne en position « debout » comme en position « assis » - Permettent la communication visuelle de face, en évitant l'effet d'éblouissement ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel, entre les usagers et le personnel. <p>Lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La hauteur maximale est de 0,80 m ; - L'équipement présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. - La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors qu'un des points d'accueil est situé à un étage ou niveau non desservi par un ascenseur ou un élévateur. <p>Si accueil sonorisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique conforme à l'annexe 9. - Ce système est signalé par un pictogramme. <p>Les accueils des ERP remplissant une mission de service public ainsi que des ERP de 1ère à 4ème catégorie sont équipés obligatoirement d'une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9.</p> <p>Eclairage du poste d'accueil selon article 14 (200 lux)</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	
Art. 6	<p>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales</p> <p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente ≤ 5% (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 4%</p> <p>Ressaut maxi de 2cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur de passage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Largeur ≥ 1,40m 	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	- Rétrécissement ponctuel entre 1,20m et 1,40m	SO	
	Dévers		
	- Dévers ≤ 2%	AF	
	c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatique coulissant, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté)	AF	
	Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement.		
	3°- Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	SO	
	Cheminement libre de tout obstacle :		
	- Passage libre d'au moins 2.20m de hauteur (réduit à 2.00m dans les parcs de stationnement)	AF	
	- Si élément situé à une hauteur inférieure à 2.20m et en saillie de plus de 15cm : Dispositif de rappel au sol conforme à l'annexe 4		
	Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5.	SO	
	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers		
	Repérage des parois vitrées	AF	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° du II de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Croisement cheminement piétons et véhicules :	SO	
	- Dispositif d'éveil à la vigilance conforme à l'annexe 7 pour les piétons		
	- Marquage au sol et signalisation indiquant aux conducteurs qu'ils croisent un cheminement pour piétons		
	- Si nécessaire, un dispositif complétant ou élargissant le champ de vision.		
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	PM	
	Dans les restaurants et les débits de boisson :	SO	
	- Les allées structurantes ont une largeur minimale de 1,40 m et permettent à une personne en fauteuil roulant d'accéder depuis l'entrée de l'établissement aux emplacements accessibles, aux prestations offertes par l'établissement et aux sanitaires adaptés ;		
	- Les autres allées respectent à minima les largeurs fixées par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.		
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ à 1,20m	PM	
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	AF	
	Signalisation conforme à l'annexe 3 de l'ascenseur, l'élévateur, l'escalier ou l'équipement mobile si non visible depuis l'entrée ou le hall	PM	
	Lorsqu'il existe plusieurs ascenseurs, élévateurs, escaliers ou équipements desservant de façon sélective les différents niveaux, une signalisation conforme à l'annexe 3 aide l'usager à choisir le dispositif qui lui convient. Pour les ascenseurs ou les élévateurs, cette information figure également à proximité des commandes d'appel.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	7.1. Dispositions relatives escaliers <p>I. - Usages attendus</p> <p>Les escaliers doivent pouvoir être utilisés en sécurité par les personnes handicapées y compris lorsqu'une aide appropriée est nécessaire. La sécurité des personnes est assurée par des aménagements ou équipements facilitant notamment le repérage des obstacles et l'équilibre tout au long de l'escalier.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Largeur $\geq 1,20\text{m}$</p> <p>Marches : hauteur $\leq 16\text{cm}$; giron $\geq 28\text{cm}$</p> <p>2° - Sécurité d'usage</p> <p>Revêtement de sol permettant l'éveil à la vigilance par contraste visuel et tactile, en haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire</p> <p>Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuelle</p> <p>Nez de marches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrastés sur 3cm en horizontal, - non glissants, - débord par rapport à la contre-marche $\leq 10\text{mm}$ <p>Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)</p> <p>3° - Atteinte et usage</p> <p>Main-courante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de chaque côté (sauf si escalier à fût central de diamètre $\leq 40\text{cm}$) - Située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. (lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps. Lorsque le garde-corps a une hauteur supérieure à 1 m, il est muni d'une main courante située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m) - se prolonger horizontalement de la longueur d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales. (Dans les escaliers à fût central, cette disposition ne s'applique pas à la main courante côté fût si celle-ci présente un relief tactile permettant à une personne présentant une déficience visuelle de détecter la présence d'un palier) - être continue, rigide et facilement préhensible y compris sur chaque palier intermédiaire. Dans les escaliers à fût central, une discontinuité de la main courante est autorisée côté mur dès lors qu'elle permet son utilisation sans danger et que sa longueur est inférieure à 0,10 m - être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou à un contraste visuel. <p>7.2. Dispositions relatives aux ascenseurs</p> <p>I. – Usages attendus</p> <p>Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Installation d'un ascenseur</p> <p>Conforme à NF-EN-81-70</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.8	<p>2° - Ascenseur obligatoire</p> <p>Si effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs ≥ 50 personnes.</p> <p>Si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée.</p> <p>Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement.</p> <p>Les escaliers mécaniques ou plans inclinés mécaniques ne peuvent pas remplacer un ascenseur obligatoire</p> <p>Les ascenseurs sont libres d'accès (cas particulier pour les établissements scolaires)</p>	AF	
	3° - Appareil élévateur verticaux	SO	
	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques	SO	
Art.9	<p>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.</p> <p>Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p> <p>En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restaurants</p>	AF	Nous confirmer que la zone d'accueil présente au moins 25% de matériaux absorbants - acoustique.
Art.10	<p>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manoeuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe.</p> <p>Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.</p> <p>Absence de danger pour portes battantes et automatiques</p> <p>Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées.</p> <p>Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)</p>	PM	
		AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus.	SO	
	Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m		
	Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m		
	Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés)	AF	
	Les sas sont tels que :		
	- à l'intérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte, hors débattement éventuel de la porte non manoeuvrée ;	AF	
	- à l'extérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte.	AF	
	2° - Atteinte et usage		
	Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »	AF	
Art. 11	Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés		
	Temps d'ouverture automatique adapté	AF	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux		
	Effort nécessaire pour l'ouverture $\leq 50N$	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées		
	3° - Sécurité d'usage		
	Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement.	AF	
	Repérage des portes vitrées		
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. Usages attendus :		
	Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public	AF	
	Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.	AF	
	La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.		
	Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées.		
	Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.	HM	A respecter par l'exploitant
	II. Caractéristiques minimales :		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	1° - Repérage Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel Commandes repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	2° - Atteinte et usage des équipements Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	
	Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe	AF	
	Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de de vois, lire, entendre ou parler :	AF	
	- Hauteur entre 0.90 et 1.30 m	AF	
	- A plus de 40cm d'un angle rentrant de paroi ou d'un autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	AF	
	Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier :		
	- Hauteur ≤ 0.80m	AF	
	- Vide en partie inférieure de 0.30 m (profondeur) x 0.60 m (largeur) x 0.70 m (hauteur)	AF	
	Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel :		
	- Présence d'une boucle magnétique	SO	
	- Signalisation par pictogramme	PM	
	Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9.		
	Eléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3.		
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané		
	Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.		
	Dispositions relatives aux sanitaires		
	I. Usages attendus :		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible.	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	SO	
	Respect de la séparation par sexe si elle existe pour les autres cabinets d'aisance	SO	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère	PM	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (Ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	
	Si plusieurs cabinet d'aisance adapté par sexe, répartition équitable des cabinets d'aisance permettant le transfert à gauche et à droite	SO	
	Cabinet d'aisance permettant les deux types de transfert	SO	Double transfert non-imposé réglementairement.
	Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme.	SO	
	2° - Atteinte et usage Dispositif de fermeture de porte	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	AF	
	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte	AF	
	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m		
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m.	AF	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs ou sèche-mains en batterie positionnés à des hauteurs différentes		
	Dispositions relatives aux sorties		
	I. Usages attendus :		
	Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
Art. 14	II. Caractéristiques minimales :		
	Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	PM	
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. Usages attendus :		
	La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.		
	Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.		
	II. Caractéristiques minimales :		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours :		
	- 20 lux pour le cheminement extérieur accessible	HM	
Art. 15	- 20 lux pour les parcs de stationnement extérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles	HM	Parc non accessible au public
	- 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office	PM	
	- 100 lux pour les circulations intérieures horizontales	PM	
	- 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile	SO	
	Extinction progressive en cas de temporisation		
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence		
	La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.		
	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées</p> <p>Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° - Nombre</p> <p>2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places</p> <p>Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum</p> <p>2° - Répartition</p> <p>Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public</p> <p>3° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Emplacement correspondant à un espace d'usage conforme à l'annexe 2</p> <p>Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures visées à l'article 6</p> <p>Les emmarchements des gradins et les gradins ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales. Toutefois, les emmarchements respectent les dispositions du 2° de l'article 7-1 à l'exception de la disposition concernant l'éclairage.</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.	SO	
Art. 19	Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.	SO	
Art. 20	<p>Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.</p> <p>Dans les lieux publics privatifs tels que les chambres d'hôtel, des notices simplifiées indiquent comment activer le sous-titrage et l'audio-description.</p>		
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Le présent rapport porte sur le marché de travaux d'aménagements intérieurs du pôle emploi du PUY-EN-VELAY, rue de la Gazelle.

Il s'agit d'un bâtiment construit en R+2 dont seuls les niveaux RDC et R+1 sont accessibles au public.
Les issues de secours ne sont pas modifiées au titre du marché de travaux.

Les futurs aménagements intérieurs vont créer les locaux suivants:

- Niveau RDC: Un espace multi-services en libre accès de 156 m² + 12 bureaux + 1 tisanderie + zone d'accueil et coworking + 1 salle de réunion de 49.6m²,

- Niveau R+1: 1 salle de test de 49.7 m² + 19 bureaux + locaux de stockage + 1 local technique

- Niveau R+2: 5 bureaux + 1 local de réunion + 1 local "affaires perso" + locaux de stockage + 1 local d'archives + zone technique extérieure.

Hauteur du plancher bas du niveau R+2 à moins de 8 mètres/niveau d'accès des services de secours.

Classement de l'ERP: effectif théorique du public de 124 personnes + 50 personnes au titre du personnel.
ERP de 5^{ème} catégorie, activité du type W.

Description sommaire des installations :

CVC: ventilation double-flux

Alarme de type 1 + SSIA

Système de contrôle d'accès sur différentes portes intérieures

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/10/2019

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Selon les plans transmis:

RDC: effectif théorique du public de 124 personnes + 50 personnes au titre du personnel.

Effectif du public : 124 personnes

Effectif du personnel : 50 personnes

Effectif public + personnel : 174 personnes

5^{ème} catégorie de type W
--

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

DOCUMENT RESTANT A TRANSMETTRE

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5^{ème} catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Autres prescriptions particulières :

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	Les avis des services instructeurs rendus sur le dossier d'aménagements intérieurs restent à transmettre. Espaces d'attente sécurisés: - nous confirmer que les locaux des niveaux R+1 et R+2 utilisables comme EAS seront rendus accessibles à tout moment depuis l'extérieur de ces locaux. - nous confirmer que les bloc-portes des EAS situés au niveau R+2 seront CF 1heure. Système d'alarme visuelle niveau RDC: flash lumineux à prévoir dans le sanitaire adapté public du niveau RDC.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AS	
		AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	AF	
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	AF	
GN 14	Matériels du SSI	AF	
GN 14	Matériels électriques	AF	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	AF	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	AF	
PE 2	Etablissements assujettis	AF	ERP de 5 ième catégorie, effectif du public restant < 200 personnes - activité du type W
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	effectif théorique du public de 124 personnes + 50 personnes au titre du personnel.
PE 4	Vérifications techniques	HM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	AF	
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	
PE 7	Accès de secours	HM	non modifié
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	AF	Isolement des locaux à risques particuliers d'incendie - parois CF 1heure + B.P. CF 1/2h + F.P.
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	Les locaux suivants disposeront d'un enveloppe CF 1heure et de bloc-portes CF 1/2h munis de ferme-portes: stockage, ménage, local "tri et archives", local technique.
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures		
PE 10	B - Installations de gaz combustibles	SO	
PE 11	Dégagements	AF	
	Bloc-portes des différents bureaux:	AS	Bloc-portes des différents bureaux: pour mémoire, nous rappelons que l'ensemble des bloc-portes d'accès aux bureaux pouvant être fermés à clé depuis l'extérieur, devront être équipés d'un dispositif d'ouverture côté intérieur (bouton moleté par exemple) - non décrit au CCTP lot 02 - à renseigner.
	Espaces d'attente sécurisés	AF	
	Issues de secours verrouillée en temps normal sur gâche électrique	AS	Issues de secours verrouillées en temps normal sur gâche électrique: le P.V. DAS des systèmes de condamnation des issues de secours verrouillées en temps normal sera à transmettre; les bloc-portes devront disposer d'un certificat "NF" - à confirmer.
			Attestation d'essais de bon fonctionnement de la condamnation sans temporisation à transmettre en fin de travaux.
PE 12	Conduits et gaines	AF	Respecteront les degrés coupe-feu de traversée
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AF	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	AF	
AM 3	Parois des dégagements protégés.		
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Cloisons modulaires classées M1
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sols PVC souple classé Cfl-s1;
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Barrières acoustiques prévues A2, s1, d0
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements		
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.		
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	AF	Stores screen intérieur en toile enduite classés C-s3, d0 ou M2 mini
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.		
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	PV de réaction au feu du gros mobilier à transmettre - M3 mini à respecter.
AM 17	Planchers légers surélevés.		
AM 18	Rangées de sièges.	HM	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol		
	Section III - Désenfumage		
PE 14	Désenfumage		
PE14§1-2	Désenfumage naturel	SO	
PE14§3	Désenfumage mécanique	SO	
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20	Généralités	PM	Climatisation réversible entièrement électrique mono split 32 Réseaux gaz frigo en cuivre
PE 21	Installations d'appareils à combustion.	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	Ventilation double-flux; réseaux en acier galvanisé rigide
	Coupure d'urgence systèmes de ventilations	SO	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage		
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	PM	A la charge de l'exploitant.
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 27§1	Présence du personnel	PM	SSI A avec équipement d'alarme de type 1 prévu avec report d'exploitation dans le bureau "manac RDC" et dans le bureau "direction du R+2" + flash dans les sanitaires adaptés Détection incendie dans les locaux à risques particuliers + sous-sol, + D.M. près des issues de secours Nous confirmer que la ligne téléphonique pourra assurer son fonctionnement, y compris sur coupure générale électrique. Consignes de sécurité à tenir en cas d'incendie à prévoir; A respecter par l'exploitant
PE 27§2	Alarme	AF	
PE 27§3	Téléphone	AF	
PE27§4	Consignes	PM	
PE27§5	Instruction du personnel	HM	
PE27§6	Affichage des plans	PM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 02/08/1977 relatif aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R129-12 et R129-13 du CCH. Art 2,3et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Implantation et géométrie des garde-corps Implantation : <ul style="list-style-type: none"> - Talus - Façade - Fenêtres basses (hauteur allège) - Cage d'escalier - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation - Intérieur 		
NFP 01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012 <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur de protection (1 m ou 0,90 m sur nez de marches) - Hauteur de protection réduite (0,90 m) - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre barreaux verticaux (11 cm) - Vides entre éléments horizontaux (18 cm) - Partie pleine ou vides inférieurs à 5 cm sur 0,45 m de hauteur 	HM AF	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique. - Cloisons modulaires en aluminium: vitrage de sécurité feuilleté 44.2 entre les bureaux et les dégagements
NFE 85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015 CODE DU TRAVAIL Livre II Titre I Chapitre IV SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL Section I Caractéristiques des bâtiments	HM HM	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus. Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	AF	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO	
R4216-3	Isolement des Tiers	SO	
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	SO	
R4227-6	Manoeuvre des portes	PM	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	HM	
R4227-9	Conception escaliers	AF	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	AF	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	AF	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	SO	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	AF	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	dans les escaliers uniquement
	Section 4 Chauffage des Locaux		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides	SO	
R4227-18	Installations des appareils	AF	
R4227-19	Alimentation des appareils	AF	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	PM	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	PM	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	PM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	PM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	PM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés à l'article R 232-12 du code du travail	SO	
	Installations de Chauffage Arrêté du 23 juin 1978	SO	
	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides Arrêté du 21 mars 1968 et arrêté du 01/07/2004	SO	
	Installations de Stockage Produits pétroliers Arrêté du 1er juillet 2004	SO	
	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés Arrêté du 30 juillet 1979	SO	
	Installations de Gaz Arrêté du 2 août 1977	SO	
	Conduits de Fumée Arrêté du 22 octobre 1969	SO	
	DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013		
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.
R129-13	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.
R129-12	Présence d'au moins un détecteur par logement.		
R129-12	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		
Art2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013 et marquage CE.		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R129-12	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R129-15	Attestation à l'assureur.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	<p>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</p> <p>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS Décret 2003-96 du 31 mars 2003</p> <p>Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).</p>	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<p>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Arrêté du 21 DECEMBRE 1993</p>	HM	